

## Siebzehnte Sitzung – Dix-septième séance

Donnerstag, 17. März 1994, Nachmittag  
Jeudi 17 mars 1994, après-midi

15.00 h

Vorsitz – Présidence: Haller Gret (S, BE)

93.024

### Gleichstellung von Frau und Mann. Bundesgesetz Egalité entre femmes et hommes. Loi

Fortsetzung – Suite

Siehe Seite 495 hiervoor – Voir page 495 ci-devant

Art. 16 (Fortsetzung) – Art. 16 (suite)

**Aubry** Geneviève (R, BE): Ma proposition n'est que subsidiaire au cas où la proposition de minorité I (Sandoz) à l'article 16 ne passerait pas.

J'avais demandé un renvoi au Conseil fédéral de cette loi pour la bonne raison que je voudrais qu'elle s'attache uniquement au domaine professionnel, à la sphère de travail dans laquelle évolue une femme. Ceci n'étant pas accepté par ce Conseil, je ne veux pas d'une loi qui régisse tous les domaines dans lesquels évolue un être humain.

Comme je l'ai dit et le répète, les femmes sont des êtres majeurs. L'article 16 alinéa 1er doit donc s'adresser, et je le répète encore une fois, uniquement au domaine professionnel, dans lequel il faut encourager l'égalité. La formulation est donc différente de celle de la loi: «Le Bureau fédéral de l'égalité entre femmes et hommes encourage la réalisation de l'égalité entre les sexes dans les domaines» – et ceci est ajouté – «de la vie professionnelle.» Cela me semble clair et limité. Je vous demande, sans allonger, de bien vouloir accepter ma proposition. Il va de soi que si cette proposition entre dans la loi, il en sera de même dans l'ordonnance.

Il y a une deuxième partie à ma proposition, que je développe également ici: la suppression de la lettre e de l'alinéa 2. Pour un Parlement, il me semble impossible d'accepter qu'un bureau, voire peut-être un office si vous alliez l'accepter, puisse élaborer des lois. C'est notre travail, ce n'est pas celui d'un bureau de l'égalité, et pas celui, en l'occurrence, d'une administration qui, à mes yeux, prend de plus en plus de pouvoir. C'est pourquoi je vous demande de soutenir et de voter ma proposition subsidiaire au cas où vous refuseriez la proposition de minorité I (Sandoz) de biffer.

Pour ne plus revenir à cette tribune, je tiens à donner une explication au sujet de ma non-acceptation de cette loi. Elle n'a pas été assez édulcorée, à mes yeux, et ce que je souhaite le plus ardemment possible, c'est qu'on reconnaisse les qualités des femmes dans le monde économique, financier – je ne dirai pas professionnel –, et qu'elles aient les mêmes salaires – et ici je m'adresse au patronat, mais pas à celui que je représente, parce que je ne représente que des indépendants et des PME, des artisans. La loi que nous avons faite va peser sur leur tête comme une épée de Damoclès, mais elle n'avantagera pas, dans tous les cas, les femmes quant à l'égalité des salaires.

Nous avons les mêmes formations – c'est déjà une question d'égalité. Pour faire reconnaître des salaires identiques, nous devons continuer à nous battre, et je reconnais que ce n'est pas une chose aisée. J'appartiens aussi au monde du travail, je sais la manière dont on évalue les valeurs féminines, je sais qu'on attend de la part de la femme trop souvent un geste gratuit, beaucoup plus que de la part d'un homme, mais je ne pense pas qu'une loi qui a été faite – permettez-moi de le dire – à la hâte puisse apporter cet élément important de reconnaissance de l'égalité des salaires pour les femmes.

C'est dans ce domaine que je continuerai à me battre, mais pas pour cette loi, et ne vous étonnez pas de mon non au vote final; vous en avez l'explication.

**Stamm** Judith (C, LU), Berichterstatterin: Zu Artikel 16 möchte ich Sie als erstes im Namen der Mehrheit der Kommission einladen, den Antrag der Minderheit II (von Felten) abzulehnen. Der Bundesrat hat uns ein Konzept vorgelegt, in dem er das Büro in seiner wie bis jetzt beratenden und vermittelnden Rolle sieht und in dem er dem Büro keine Untersuchungsfunktion zuerkannt hat. Die Mehrheit der Kommission hat sich dem angeschlossen.

Zum Streichungsantrag der Minderheit I (Sandoz): Es war in der Kommission keine Frage, dass dieser Streichungsantrag abzulehnen ist. Ich nehme in diesem Moment auch Stellung zum Antrag, Artikel 58 Absatz 1 Buchstabe C des Verwaltungsverorganisationsgesetzes (VwOG) zu streichen. Die Kommissionmehrheit ist nicht der Meinung, dass man das streichen soll, sondern dass diese Änderung des Verwaltungsverorganisationsgesetzes richtig ist und dass auch das Eidgenössische Büro für die Gleichstellung von Frau und Mann als Bundesamt oder Dienst bezeichnet werden kann. Die Kommissionmehrheit hat dem zugestimmt, und zwar nur, damit das Büro für die Gleichstellung eine Stellung unmittelbar unter dem Departementsvorsteher oder der Departementsvorsteherin bekommt. Wenn also das Büro für die Gleichstellung hierarchisch auf die Stufe eines Amtes oder Dienstes gehoben wird, dann ist es unmittelbar dem Vorsteher oder der Vorsteherin des Departements unterstellt. Das verkürzt den Weg, und das schafft mehr Prestige. Mit dieser Zustimmung beschliessen wir nichts über die Höhe der Löhne der betreffenden Personen, welche in diesem Büro tätig sind, und wir beschliessen nichts über die Anzahl der Personen, die in diesem Büro tätig sind – nur damit das ganz klar ist!

Die Kommissionmehrheit rät Ihnen also, den Antrag der Minderheit I (Sandoz) auf Streichung an beiden Orten – bei Artikel 16 GIG und bei Artikel 58 Absatz 1 Buchstabe C VwOG – abzulehnen.

Die Kommissionmehrheit ist der Ansicht, dieses Büro für die Gleichstellung habe zwar erst einen Leistungsausweis von fünf Jahren, aber dieser Leistungsausweis im Bereich der Gleichstellungspolitik sei beachtlich. Wir möchten daher diesem Büro die Möglichkeit geben, auf dem eingeschlagenen Weg weiterzufahren.

Zu Frau Aubry: Frau Aubry möchte mit ihrem Eventualantrag noch einmal den Zweck ändern und die Gleichstellung auf das Berufsleben einschränken. Mit den Abstimmungen am Anfang dieses Gesetzes, wo ja der Antrag bereits gestellt wurde, den Zweckparagrafen entsprechend abzuändern, ist diese Frage auch entschieden. Dieselben Argumente, die dort vorgebracht wurden, gelten hier um ein mehreres. Das Büro für die Gleichstellung von Frau und Mann wird eben nicht nur im Hinblick auf das Erwerbsleben tätig, sondern es deckt die ganze Breite der Gleichstellungspolitik ab. Vor allem würde ich es eigentlich fast absurd finden, wenn wir nun in Artikel 16 Absatz 2 – ebenfalls gemäss Eventualantrag Aubry – ausgerechnet den Buchstaben e streichen würden. In Artikel 4 Absatz 2 der Bundesverfassung heisst es doch: «Mann und Frau sind gleichberechtigt. Das Gesetz sorgt für ihre Gleichstellung, vor allem in Familie, Ausbildung und Arbeit ....» Der Bund ist aufgerufen, gesetzgeberisch tätig zu werden, und dann ist es nichts als sinnvoll, wenn das Büro für die Gleichstellung gemäss Artikel 16 Absatz 2 Buchstabe e die Erlasse des Bundes, die sich mit diesen Fragen befassen, überprüft. Dies geschieht

auch in anderen Bereichen, zum Beispiel in der Landwirtschaft mit dem Bundesamt für Landwirtschaft.

Ich schlage Ihnen also vor, sich hier der Mehrheit anzuschließen und Artikel 16 so, wie er vom Bundesrat vorgeschlagen und von der Mehrheit beantragt wird, anzunehmen.

**Comby Bernard (R, VS), rapporteur:** Deux éléments de réponse à la minorité I (Sandoz) qui propose de biffer l'article 16 ainsi que l'article 58: premier élément, on parle ces derniers jours beaucoup du canton d'Uri et du canton du Valais. Vous avez cité, Madame Sandoz, l'exemple d'Uri en disant que ce canton avait préféré opter pour la solution d'une commission de l'égalité plutôt que d'un bureau. Pour une fois, le canton d'Uri pourrait s'inspirer de l'exemple valaisan. Nous avons commencé, en Valais, avec une commission et, après quelques années d'expérience, nous avons jugé préférable de créer un bureau pour défendre de façon plus active la condition féminine dans ce canton.

Deuxième élément: votre analyse me paraît fautive, Madame Sandoz, parce que ce n'est pas en supprimant l'article 16 qu'on va résoudre le problème du statut conféré au Bureau fédéral de l'égalité entre femmes et hommes. Je pense qu'il est utile de préciser ici qu'il n'est pas question d'en faire une espèce de monstre administratif. Le Bureau fédéral de l'égalité, c'est quatre personnes aujourd'hui – peut-être que M. le conseiller fédéral pourra le confirmer tout à l'heure. Il est prévu d'augmenter les forces de travail d'une personne et demie. Il n'est donc pas question d'aller créer un instrument immense que plus personne ne contrôlerait. Au contraire, le projet irait plutôt dans le sens de lui donner un statut supérieur, c'est-à-dire qu'il dépendra à l'avenir, si vous acceptez cette loi, directement du Département fédéral de justice et police au lieu de dépendre d'un office fédéral. C'est ça l'idée du projet, mais il incombera au Conseil fédéral, en temps voulu, de prendre les décisions utiles. Il était important d'apporter cette précision.

Enfin, j'aimerais répondre à M<sup>me</sup> von Felten qui s'est exprimée, au nom de la minorité II, à l'article 16 alinéa 2. Finalement, la majorité de la commission n'accepte pas votre proposition qui consisterait à donner des compétences d'investigation à ce bureau de l'égalité. Le Conseil fédéral, en effet, a répondu négativement et la majorité de la commission partage aussi l'avis du gouvernement. Par ailleurs, il faut préciser que les aides financières seront décidées par le département et non par le Bureau fédéral de l'égalité.

Quant à votre proposition subsidiaire, Madame Aubry, vous souhaiteriez que les activités du bureau en question soient limitées au domaine professionnel. Il est vrai que cette loi porte essentiellement sur le domaine professionnel. Toutefois, à son article 1er, la majorité de la commission, à l'instar du Conseil fédéral, a voulu donner une portée plus large à cet article, en considérant qu'il y avait des problèmes très importants à régler dans le domaine professionnel, mais qu'il y avait aussi d'autres secteurs d'activité qui devaient être pris en considération dans la lutte contre les inégalités dont souffrent les femmes. C'est la raison pour laquelle la majorité de la commission, sur la base des discussions que nous avons eues, n'accepte pas votre proposition.

Quant à l'alinéa 2 de l'article 16, vous proposez d'en biffer la lettre e: «participer à l'élaboration des actes normatifs ....» Vous avez dit que ce n'était pas l'affaire du bureau, mais notre affaire à nous, parlementaires. C'est vrai et faux à la fois, dans le sens qu'il ne s'agit pas ici d'élaborer les actes, il s'agit de participer à leur élaboration. Il faut bien lire le texte. C'est une collaboration à la préparation des documents qui sont soumis ensuite aux parlementaires. Il me semble qu'il est logique de confier une telle responsabilité à un tel bureau qui peut apporter son aide non seulement sur le plan fédéral, mais également sur le plan des cantons. C'est la raison pour laquelle je propose de refuser également cette proposition d'amendement à l'alinéa 2 de l'article 16.

Je conclurai, Madame Aubry, en reprenant vos propos: «Il y a encore beaucoup d'inégalités dont souffrent les femmes dans ce pays.» Vous souhaitez que nous corrigions ces inégalités, en particulier dans le domaine de la vie professionnelle. Alors,

je vous propose, Madame Aubry, de ne pas attendre encore des années pour le faire, alors que les statistiques démontrent très clairement qu'il y a trop d'inégalités. Passons immédiatement à l'acte et il y a ici une loi qui devrait le permettre. Ce n'est pas une loi parfaite, c'est une loi qui a subi un certain nombre d'amendements pour tenir compte, avec raison, des besoins de l'économie, mais si l'on veut vraiment faire quelque chose pour corriger les inégalités, il ne faut pas attendre demain pour agir.

**Koller Arnold, Bundesrat:** Wenn ich Frau Sandoz richtig verstanden habe, möchte sie das bestehende Gleichstellungsbüro ja auch nicht aufheben. Was will der Bundesrat? Der Bundesrat will nichts anderes, als das bestehende Gleichstellungsbüro aus dem Bundesamt für Kultur herauslösen und es als Dienst direkt der Vorsteherin des Eidgenössischen Departements des Innern unterstellen. Allein das ist neu, dass es eine direkte Unterstellung unter den Departementschef gibt.

Demgegenüber möchte ich klar festhalten, dass keinerlei Absicht besteht, aus diesem Gleichstellungsbüro ein neues Bundesamt zu machen. Wenn Sie den Artikel 58 des Verwaltungsorganisationsgesetzes (auf Seite 8 der Fahne) anschauen, sehen Sie, dass es bei den Direktunterstellten neben den Bundesämtern auch Dienste gibt. Und der Wille des Bundesrates ist ganz klar eine Direktunterstellung nicht als neues Bundesamt, sondern als Dienst. Die Vorsteherin dieses Gleichstellungsbüros wird damit nicht zu einer Direktorin eines neuen Bundesamtes, sondern bleibt Vorsteherin dieses Büros als einen direktunterstellten Dienst. Es ist wichtig, dass das hier klar festgehalten wird.

Im übrigen darf ich gegenüber Frau Aubry festhalten, dass dieses Gleichstellungsbüro keinerlei Entscheid- oder Untersuchungskompetenzen erhalten soll. Es ist ein Organ, das in die Verwaltung integriert bleibt. Ich kann Frau Aubry beruhigen: Im Rahmen der Vorbereitung dieses Gesetzentwurfs hat sich der Bundesrat immer vorbehalten, gegenüber dem Gleichstellungsbüro wie gegenüber jedem Bundesamt ein eigenes Urteil zu bewahren, und wir haben einige Wünsche abgelehnt, wie wir das gelegentlich auch mit anderen Verwaltungsstellen machen. Das möchte ich hier klar festgehalten haben.

Angesichts der grossen Gleichstellungsprobleme brauchen wir dieses Büro, das generell ein Katalysator für diese Gleichstellungsfragen sein soll, und zwar eben nicht nur im Erwerbsleben, sondern ganz generell. Das soll hier gesetzlich verankert werden.

In diesem Sinne bitte ich Sie, den Antrag der Minderheit I (Sandoz) und den Eventualantrag Aubry abzulehnen und den Entwurf des Bundesrates bzw. den Antrag der Mehrheit der Kommission zu genehmigen.

**Comby Bernard (R, VS), rapporteur:** C'est bien volontiers que j'apporte une correction dans le sens que le Bureau fédéral de l'égalité entre femmes et hommes n'est pas rattaché au Département fédéral de justice et police, mais bien au Département fédéral de l'intérieur. D'ailleurs, c'est stipulé de manière très précise à l'article 1er lettre b chiffre 2bis (nouveau) de l'ordonnance du 24 février 1982 concernant l'attribution des offices aux départements et des services à la Chancellerie fédérale. Je donne acte à M<sup>me</sup> Sandoz, et je profite de l'occasion pour répéter que ce bureau est un instrument souple, un instrument utile adapté aux besoins et indispensable à la promotion de la condition féminine dans ce pays.

**Stamm Judith (C, LU), Berichterstatterin:** Wir möchten noch berechtigen, dass entgegen dem, was Herr Comby zuerst sagte, das Büro natürlich dem Departement des Innern zugeteilt ist und zugeteilt bleibt. Sie sehen das übrigens auf Ihrer Fahne im letzten Erlass auf Seite 10, in der Verordnung über die Zuweisung der Ämter an die Departemente und der Dienste an die Bundeskanzlei. Dort heisst es: «Die Departemente .... werden wie folgt gegliedert: b. Eidgenössisches Departement des Innern: 2bis. Eidgenössisches Büro für die Gleichstellung von Frau und Mann».

**Abstimmung – Vote****Eventuell – A titre préliminaire**

Für den Antrag der Mehrheit 99 Stimmen  
Für den Antrag Minderheit II 56 Stimmen

**Definitive, namentliche Abstimmung****Vote définitif, par appel nominal****Für den Antrag der Mehrheit stimmen:****Votent pour la proposition de la majorité:**

Aguet, Bär, Baumann, Bäumlín, Béguelin, Bircher Peter, Bischof, Blatter, Bodenmann, Bonny, Borel François, Borradori, Brügger Cyrill, Brunner Christiane, Bühlmann, Bühler Gerold, Bundi, Bürgi, Caccia, Caspar-Hutter, Chevallaz, Columberg, Comby, Danuser, de Dardel, David, Dettling, Diener, Dormann, Ducret, Dünki, Duvoisin, Eggenberger, Epiney, Eyermann Christoph, Fankhauser, Fasel, von Felten, Fischer-Sursee, Fritschi Oscar, Gobet, Goll, Gonseth, Grendelmeier, Gross Andreas, Grossenbacher, Haering Binder, Hafner Rudolf, Hafner Ursula, Hämmerle, Herczog, Hess Peter, Hildbrand, Hollenstein, Hubacher, Iten Joseph, Jaeger, Jäggi Paul, Jeanprêtre, Jöri, Keller Anton, Keller Rudolf, Kühne, Ledergerber, Leemann, Lepori Bonetti, Leu Josef, Leuenberger Ernst, Leuenberger Moritz, Loeb François, Maeder, Marti Werner, Maspoli, Mauch Ursula, Meier Hans, Meier Samuel, Meyer Theo, Misteli, Nabholz, Oehler, Philipona, Poncet, Rechsteiner, Robert, Ruckstuhl, Schmidhalter, Schnider, Seiler Rolf, Spielmann, Stalder, Stamm Judith, Steiger Hans, Strahm Rudolf, Thür, Tschäppät Alexander, Tschopp, Vollmer, Wanner, Weder Hansjürg, Wick, Ziegler Jean, Zölch, Züger (103)

**Für den Antrag der Minderheit I stimmen:****Votent pour la proposition de la minorité I:**

Allenspach, Aregger, Aubry, Berger, Binder, Bortoluzzi, Cavadini Adriano, Cincera, Daepf, Dreher, Eggly, Fischer-Hägglín, Fischer-Seengen, Frey Claude, Frey Walter, Friderici Charles, Giezendanner, Gysin, Hari, Hegetschweiler, Hess Otto, Jenni Peter, Kern, Mamie, Maurer, Miesch, Moser, Müller, Nebiker, Neuenschwander, Perey, Reimann Maximilian, Rychen, Sandoz, Savary, Scherrer Jürg, Schmied Walter, Schweingruber, Sella Hanspeter, Stamm Luzi, Steinemann, Steiner Rudolf, Stucky, Tschuppert Karl, Vetterli, Wyss William (46)

**Der Stimme enthalten sich – S'abstiennent:**

Camponovo, Fehr, Graber, Gros Jean-Michel, Leuba, Narbel, Scheurer Rémy, Spoerry, Wittenwiler (9)

**Abwesend sind – Sont absents:**

Baumberger, Bezzola, Blocher, Borer Roland, Bühler Simeon, Carobbio, Couchepin, Darbellay, Deiss, Engler, Früh, Gardiol, Giger, Heberlein, Maitre, Matthey, Mauch Rolf, Mühlemann, Pidoux, Pini, Raggenbass, Rebeaud, Rohrbasser, Ruf, Ruffy, Rutishauser, Scherrer Werner, Schmid Peter, Schwab, Segmüller, Sieber, Steffen, Steinegger, Suter, Theubet, Wiederkehr, Wyss Paul, Zbinden, Zisyadis, Zwahlen, Zwygart (41)

**Präsidentin, stimmt nicht – Présidente, ne vote pas:**

Haller (1)

**Präsidentin:** Diese Abstimmung bezieht sich gleichzeitig auf den Minderheitsantrag zu Artikel 58 des Verwaltungsorganisationsgesetzes.

Der Antrag Schweingruber entfällt. Wir stimmen nun noch über den Eventualantrag Aubry ab.

**Abstimmung – Vote**

Für den Eventualantrag Aubry 65 Stimmen  
Dagegen 89 Stimmen

**Art. 17, 18****Antrag der Kommission**

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates  
*Proposition de la commission*  
Adhérer au projet du Conseil fédéral

**Angenommen – Adopté****Änderung von Bundesgesetzen  
Modification de lois fédérales****Ziff. 1 Art. 58 Abs. 1 Bst. C****Antrag der Kommission**

*Mehrheit*  
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates  
*Minderheit*  
(Sandoz)  
Streichen

**Ch. 1 art. 58 al. 1 let. C****Proposition de la commission**

*Majorité*  
Adhérer au projet du Conseil fédéral  
*Minorité*  
(Sandoz)  
Biffer

**Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit****Adopté selon la proposition de la majorité****Ziff. 2 Art. 100 Abs. 1, 2****Antrag der Kommission**

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

**Ch. 2 art. 100 al. 1, 2****Proposition de la commission**

Adhérer au projet du Conseil fédéral

**Angenommen – Adopté**

**Von Felten Margrith (S, BS):** Zuerst zu Artikel 13: Der Rat hat – Sie erinnern sich – beschlossen, in Artikel 3 Absatz 2 das Diskriminierungsverbot bei der Anstellung auszuschliessen. Damit ist auch Artikel 13 Absatz 2 gestrichen. Formal trifft das zu, materiell gilt es zu differenzieren: Im öffentlichen Recht haben die Behörden bei jeder Amtshandlung von Amtes wegen das verfassungsmässige Diskriminierungsverbot zu beachten. Im öffentlichen Recht sind demzufolge auch diskriminierende Praktiken bei der Anstellung rechtswidrig und anfechtbar. Abgewiesene Bewerberinnen und Bewerber können sich gegen diskriminierende Praktiken bei der Anstellung wehren, und zwar heute schon bis vors Bundesgericht, mit oder ohne diese Vorschrift im Gleichstellungsgesetz. Mit der Streichung von Artikel 13 Absatz 2 wird hier lediglich die gesetzliche Grundlage für den Entschädigungsanspruch gestrichen. Ich bitte Herrn Bundesrat Koller, deutlich klarzustellen, dass die Streichung von Artikel 13 Absatz 2 keineswegs – man könnte sagen – einem Freipass für Behördenwillkür bei der Anstellung gleichkommt. Das wäre die Bemerkung zu Artikel 13.

Nun, Frau Präsidentin, Sie haben mich aufgefordert, auch meine persönliche Erklärung vor der Gesamtabstimmung anzufügen. Das werde ich jetzt tun.

Das Gleichstellungsgesetz ist durchberaten. Es geht jetzt darum, eine vorläufige Bilanz zu ziehen. Auf der Positivseite stehen erstens ein Diskriminierungsverbot, das nun auch im Privatrechtbereich gilt, allerdings nur in einem Teilbereich, zweitens eine Verbandsklage. Auf der Negativseite stehen folgende Punkte:

1. Die Legitimation von diskriminierenden Praktiken bei der Anstellung;
2. ein Artikel über sexuelle Belästigung mit Anforderungen an den Entschädigungsanspruch, die hinter die geltende Genugtuungsregel gehen;

3. eine massive Verschlechterung der Beweislastregel gegenüber der bundesrätlichen Vorlage.

Wir bedauern, dass die gute Vorlage des Bundesrates so behandelt worden ist. Die SP-Fraktion wird in der Gesamtabstimmung diesem Ergebnis zustimmen. Es ist eine Zustimmung mit der klaren Erwartung, dass der Ständerat die Löcher flickt, die hier in das Gesetz geschnitten worden sind.

**Bär** Rosmarie (G, BE): Wir sind letzten Mittwoch hier an die Arbeit gegangen, um einen dreizehn Jahre alten Verfassungsauftrag in die Tat umzusetzen, einen Verfassungsauftrag im Bereich der Grundrechte, der Menschenrechte, der Menschenwürde. Dementsprechend sind dann in den Eintretensvoten sehr hehre Worte gefallen, und es wurde überall Handlungsbedarf zu diesem Thema ausgemacht.

Herr Wanner hat das unterstrichen, indem er für die freisinnig-demokratische Fraktion gesagt hat, schon die Vorlage des Bundesrates sei keine Revolution, «ganz im Gegenteil. Schon in den Vorverfahren in der Kommission und eventuell auch noch hier im Rat ist die ganze Sache redimensioniert worden.» Er hat dann verständlicherweise ein Beispiel aus der Landwirtschaft genommen und weiter betont: «Aber was bleibt oder bleiben wird, darf nicht ein gerupftes Huhn sein, sondern muss den Anliegen der Frauen und damit der Gesellschaft zum Durchbruch verhelfen.» Herr Iten Joseph hat Herrn von Goethe zitiert und gesagt: «Gretchen würde heute fragen: Nun sag, wie hast du's mit der Gleichberechtigung?» Heute wissen wir es.

Frau von Felten hat Ihnen die positiven und die negativen Punkte aufgezählt. Sie haben kein umfassendes Diskriminierungsverbot in dieses Gesetz aufgenommen. Sie haben die Beweislaste leichterung nur bei der Lohndiskriminierung eingeführt. Sie haben den Artikel über die sexuelle Belästigung verschlechtert, namentlich die Entschädigung so ausformuliert, dass dieser Artikel kaum anrufbar sein wird. Gretchen würde also, wenn es heute leben würde, nicht fortfahren: «Du bist ein herzlich guter Mann.» Diesen Satz würde es ganz sicher weglassen. Es würde nur noch sagen: «Ich glaub', du hältst nicht viel von der Gleichberechtigung.»

Wir sind an diese Gesetzesvorlage, an diesen Kompromiss mit dem alten Sprichwort im Kopf herangegangen: «Gut Ding will Weile haben.» Aber auch das stimmt noch immer nicht.

In diesem Sinne hoffen auch wir, die grüne Fraktion, auf den Ständerat.

**Pini** Massimo (R, TI): Il y a des moments, mon cher Jean-Michel Gros, où il faut avoir le courage de dire ce qu'on vote, ou bien on ne vote pas, on s'abstient.

Je m'adresse aux femmes: vous avez apporté un soleil d'espoir, il y a une semaine, brisé par toutes les magouilles de la bureaucratie judiciaire. Moi, pour une fois, je ne peux pas donner – Monsieur le Conseiller fédéral, Madame Stamm Judith, mon cher Bernard Comby – mon vote positif à cette loi, parce que cette loi est un monument judiciaire de bureaucratie insoutenable pour les femmes, et pas pour nous.

Donc, je m'abstiens. C'est une simple déclaration pour signaler que je ne peux dire ni non ni oui à une loi «invivable» sur le plan de l'application du droit, même pour les femmes. Je suis pour l'égalité entre femmes et hommes, et je suis surtout pour cette égalité dans le domaine des salaires, mais pas au prix de monuments judiciaires et bureaucratiques qui n'ont aucun sens. Nous avons fait figurer ce non-sens dans la loi.

**Koller** Arnold, Bundesrat: Es ist nicht üblich, dass der Bundesrat vor der Gesamtabstimmung Erklärungen abgibt, aber gegenüber Herrn Pini möchte ich etwas festhalten. Ich kann mir einfach schlecht vorstellen, dass ein Gesetz, das sogar gegenüber dem für 350 Millionen Menschen geltenden europäischen Standard standhält, ein Monstrum sein kann. Andererseits möchte ich auch die werten Frauen bitten, nicht nur das Negative, sondern auch das Positive zu sehen; dass beispielsweise die Verbandsbeschwerde so angenommen wurde, wie das jetzt der Fall ist, war zum vornherein auch nicht sicher. Letztlich noch die Antwort auf die Frage von Frau von Felten: Ihr möchte ich einfach sagen, dass es nach der Beratung im

Erstrat wenig Sinn hat, sich bei der Auslegung dieser heiklen juristischen Frage auf die Äste hinauszulassen. Das Resultat in diesem Rat war sehr knapp, und bei der wichtigen Frage betreffend Artikel 3 habe ich durchaus berechtigte Hoffnung auf den Ständerat.

*Namentliche Gesamtabstimmung*

*Vote sur l'ensemble, par appel nominal*

*Für Annahme des Entwurfes stimmen – Acceptent le projet:*

Aguet, Bär, Baumann, Bäumlín, Béguelín, Bircher Peter, Bischof, Blatter, Bodenmann, Borel François, Borradori, Brügger Cyrill, Brunner Christiane, Bühlmann, Bühler Gerold, Bundi, Bürgi, Camponovo, Caspar-Hutter, Chevallaz, Columberg, Comby, Daepf, Danuser, de Dardel, David, Diener, Dormann, Ducret, Dünki, Duvoisin, Eggenberger, Engler, Epiney, Eymann Christoph, Fankhauser, Fasel, von Felten, Fischer-Sursee, Fritschi Oscar, Gobet, Goll, Gonseth, Graber, Grendelmeier, Gross Andreas, Grossenbacher, Haering Binder, Hafner Rudolf, Hafner Ursula, Hämmerle, Hari, Heberlein, Herczog, Hess Otto, Hess Peter, Hildbrand, Hollenstein, Hubacher, Iten Joseph, Jaeger, Jäggi Paul, Jeanprêtre, Jöri, Keller Anton, Keller Rudolf, Kühne, Ledergerber, Leemann, Lepori Bonetti, Leu Josef, Leuenberger Ernst, Leuenberger Moritz, Maeder, Marti Werner, Maspoli, Mauch Ursula, Meier Hans, Meier Samuel, Meyer Theo, Nabholz, Nebiker, Oehler, Philippina, Poncet, Raggenbass, Rechsteiner, Reimann Maximilian, Robert, Ruckstuhl, Rychen, Scheurer Rémy, Schmidhalter, Seiler Hanspeter, Seiler Rolf, Spielmann, Spoerry, Stalder, Stamm Judith, Steiger Hans, Strahm Rudolf, Thür, Tschäppät Alexander, Tschopp, Vetterli, Vollmer, Wanner, Weder Hansjürg, Wick, Wittenwiler, Ziegler Jean, Zölch, Züger, Zwygart

(114)

*Dagegen stimmen – Rejetent le projet:*

Allenspach, Aregger, Aubry, Binder, Bonny, Bortoluzzi, Cincera, Dettling, Dreher, Fischer-Hägglingen, Fischer-Seengen, Frey Claude, Frey Walter, Friderici Charles, Giezendanner, Giger, Hegetschweiler, Jenni Peter, Kern, Maurer, Miesch, Moser, Müller, Neuenschwander, Perey, Sandoz, Scherrer Jürg, Schmid Walter, Schwab, Schweingruber, Stamm Luzi, Steinemann, Steiner Rudolf, Stucky, Tschuppert Karl

(35)

*Der Stimme enthalten sich – S'abstiennent:*

Berger, Bezzola, Cavadini Adriano, Eggly, Fehr, Gros Jean-Michel, Gysin, Leuba, Loeb François, Mamie, Misteli, Narbel, Pini, Savary, Schnider, Wyss William

(16)

*Abwesend sind – Sont absents:*

Baumberger, Blocher, Borer Roland, Bühler Simeon, Caccia, Carobbio, Couchepin, Darbellay, Deiss, Früh, Gardiol, Maitre, Matthey, Mauch Rolf, Mühlemann, Pidoux, Rebeaud, Rohrbasser, Ruf, Ruffy, Rutishauser, Scherrer Werner, Schmid Peter, Segmüller, Sieber, Steffen, Steinegger, Suter, Theubet, Wiederkehr, Wyss Paul, Zbinden, Zisyadis, Zwahlen

(34)

*Präsidentin, stimmt nicht – Présidente, ne vote pas:*

Haller

(1)

**B. Bundesbeschluss über die Genehmigung einer Änderung der Verordnung über die Zuweisung der Ämter an die Departemente und der Dienste an die Bundeskanzlei**

**B. Arrêté fédéral relatif à l'approbation d'une modification de l'ordonnance concernant l'attribution des offices aux départements et des services à la Chancellerie fédérale**

**Titel und Ingress, Art. 1, 2**

*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

**Titre et préambule, art. 1, 2**

*Proposition de la commission*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen – Adopté*

*Namentliche Gesamtabstimmung*  
*Vote sur l'ensemble, par appel nominal*

*Für Annahme des Entwurfes stimmen – Acceptent le projet:*  
Aguet, Bär, Baumann, Bäumlín, Béguelin, Berger, Bezzola, Bircher Peter, Bischof, Blatter, Bodenmann, Borel François, Borradori, Brunner Christiane, Bühlmann, Bühler Gerold, Bundi, Bürgi, Camponovo, Caspar-Hutter, Cavadini Adriano, Chevallaz, Columberg, Comby, Danuser, de Dardel, Dormann, Ducret, Dünki, Duvoisin, Eggenberger, Eggly, Engler, Epiney, Eymann Christoph, Fankhauser, Fasel, Fehr, von Felten, Fischer-Hägglín, Fischer-Sursee, Fritschí Oscar, Gobet, Goll, Gonseth, Graber, Grendelmeier, Gros Jean-Michel, Gross Andreas, Grossenbacher, Gysin, Haering Binder, Hafner Rudolf, Hafner Ursula, Hämmerle, Hari, Heberlein, Hegetschweiler, Herzog, Hess Peter, Hildbrand, Hollenstein, Hubacher, Iten Joseph, Jäggi Paul, Jeanprêtre, Jöri, Keller Anton, Keller Rudolf, Kühne, Ledergerber, Leemann, Lepori Bonetti, Leu Josef, Leuenberger Ernst, Leuenberger Moritz, Maeder, Marti Werner, Maspoli, Mauch Ursula, Meier Hans, Meier Samuel, Meyer Theo, Misteli, Nabholz, Narbel, Nebiker, Oehler, Philipona, Pini, Poncet, Raggenbass, Rechsteiner, Robert, Ruckstuhl, Rychen, Savary, Scheurer Rémy, Schmidhalter, Schnider, Seiler Hanspeter, Seiler Rolf, Spielmann, Stalder, Stamm Judith, Steiger Hans, Strahm Rudolf, Tschäppät Alexander, Tschopp, Vetterli, Vollmer, Wanner, Weder Hansjürg, Wick, Wittenwiler, Wyss William, Ziegler Jean, Zölich, Züger, Zwygart (120)

*Dagegen stimmen – Rejetent le projet:*  
Binder, Bortoluzzi, Cincera, Daepf, Dreher, Fischer-Seengen, Frey Claude, Frey Walter, Giger, Jenni Peter, Kern, Loeb François, Maurer, Miesch, Moser, Müller, Neuenschwander, Sandoz, Scherrer Jürg, Schmied Walter, Schwab, Schweingruber, Steinemann (23)

*Der Stimme enthalten sich – S'abstiennent:*  
Aregger, Aubry, Bonny, Friderici Charles, Leuba, Perey, Reimann Maximilian, Stucky, Tschuppert Karl (9)

*Abwesend sind – Sont absents:*  
Allenspach, Baumberger, Blocher, Borer Roland, Brügger Cyrill, Bühler Simeon, Caccia, Carobbio, Couchepin, Darbellay, David, Deiss, Dettling, Diener, Früh, Gardiol, Giezendanner, Hess Otto, Jaeger, Maitre, Mamie, Matthey, Mauch Rolf, Mühlemann, Pidoux, Rebeaud, Rohrbasser, Ruf, Ruffly, Rutishauser, Scherrer Werner, Schmid Peter, Segmüller, Sieber, Spoerry, Stamm Luzi, Steffen, Steinegger, Steiner Rudolf, Suter, Theubet, Thür, Wiederkehr, Wyss Paul, Zbinden, Zisyadis, Zwahlen (47)

*Präsidentin, stimmt nicht – Présidente, ne vote pas:*  
Haller (1)

*Abschreibung – Classement*

*Antrag des Bundesrates*  
Abschreiben der parlamentarischen Vorstösse  
gemäss Brief an die eidgenössischen Räte  
*Proposition du Conseil fédéral*  
Classer les interventions parlementaires  
selon lettre aux Chambres fédérales

*Angenommen – Adopté*

*An den Ständerat – Au Conseil des Etats*

**Sammeltitel – Titre collectif**

**Eidgenössische Versicherungskasse (EVK)**  
**Caisse fédérale d'assurance (CFA)**

94.3009

**Dringliche Interpellation FK-NR**  
**Situation und derzeitige Mängel**  
**der Eidgenössischen**  
**Versicherungskasse (EVK)**

**Interpellation urgente CdF-CN**  
**Situation et difficultés actuelles**  
**de la Caisse fédérale d'assurance (CFA)**

*Wortlaut der Interpellation vom 28. Januar 1994*

Am 24. November 1993 hat eine von den Finanzkommissionen eingesetzte und beauftragte Arbeitsgruppe ihren internen Bericht über die Ergebnisse ihrer vertieften Inspektion bei der EVK vorgelegt. Der Bericht dieser Arbeitsgruppe weist auf eine in mehrfacher Hinsicht beunruhigende Lage bei der EVK hin.

Tatsächlich konnte die Eidgenössische Finanzkontrolle (EFK) seit 1988 die Ordnungsmässigkeit der Rechnung gestützt auf die bestehenden Regeln und gemäss geltender Praxis nicht mehr bestätigen. Darüber hinaus stellt die EFK noch bis zum heutigen Zeitpunkt gewichtige Rückstände bei der Behandlung der Versichertendossiers fest. Die Finanzdelegation der eidgenössischen Räte hat über diese Probleme in ihren vergangenen jährlichen Tätigkeitsberichten berichtet.

Einige der festgestellten Mängel rühren daher, dass die der EVK von den Dienststellen der Bundesverwaltung übermittelten Lohndaten nicht vereinheitlicht wurden.

In Anbetracht der erwähnten Feststellungen fordert die Finanzkommission den Bundesrat auf, das Parlament über die derzeitigen Probleme der EVK umfassend zu unterrichten. Der Bundesrat wird eingeladen, insbesondere und detailliert aufzuzeigen:

- bis zu welchem Zeitpunkt er die Lage der EVK derart zu bereinigen gedenkt, dass die Ordnungsmässigkeit der Rechnung der EVK wieder durch die EFK bestätigt werden kann;
- ob die Verstärkung des mittleren Kaderns in Betracht gezogen werden muss und wie die Verantwortlichkeiten in dieser Hinsicht zugeordnet sind;
- welche Massnahmen er angeordnet hat, damit die Dienststellen des Bundes die nötigen Lohndaten inskünftig in einer gebührend vereinheitlichten Form übermitteln;
- ob die Einführung des Informatiksystems Supis abgeschlossen ist und wenn nicht, ob die Funktionstüchtigkeit des Systems inskünftig gewährleistet werden kann;
- ob diese Situation zu zusätzlichen Kosten für den Bund führt.

*Texte de l'interpellation du 28 janvier 1994*

Le 24 novembre 1993, un groupe de travail constitué et mandaté par les Commissions des finances a rendu son rapport interne sur les résultats de son inspection approfondie de la CFA. Le rapport de ce groupe de travail fait état d'une situation inquiétante à bien des égards dans la CFA.

En effet, depuis 1988, le Contrôle fédéral des finances (CDF) n'a plus pu attester que la comptabilité de la CFA était conforme aux règles et usages en la matière. Par ailleurs, le CDF constate aujourd'hui encore d'importants retards dans le

## **Gleichstellung von Frau und Mann. Bundesgesetz**

### **Egalité entre femmes et hommes. Loi**

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1994
Année	
Anno	
Band	I
Volume	
Volume	
Session	Frühjahrssession
Session	Session de printemps
Sessione	Sessione primaverile
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	17
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	93.024
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	17.03.1994 - 15:00
Date	
Data	
Seite	509-513
Page	
Pagina	
Ref. No	20 023 821

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.